

Février  
1986

- Le Sommet de la Francophonie adopte à l'unanimité une déclaration sur l'Afrique australe présentée par le Canada.

Mai  
1986

- Un programme bilatéral d'aide à l'enseignement de 7 millions \$ est mis en place en faveur des Noirs sud-africains, avec des composantes au Canada et en Afrique du Sud.

Juin  
1986

- Le Premier ministre demande à Bernard Wood, directeur de l'Institut Nord-Sud, de se rendre dans divers pays du Commonwealth afin de préparer la réunion suivante du Commonwealth.
- En réponse aux agressions de l'Afrique du Sud contre ses voisins, qui viennent confirmer le rejet par Pretoria de l'initiative du GPE, le gouvernement canadien:
  - ° affecte un agent supplémentaire à l'ambassade du Canada en Afrique du Sud afin de faciliter la coopération dans les milieux syndicaux;
  - + ° met fin à ses achats de biens et de services sud-africains et invite les gouvernements provinciaux à en faire autant dans les domaines relevant de leur juridiction;
  - + ° interdit la promotion au Canada du tourisme en Afrique du Sud;
  - ° révoque les accréditations au Canada de quatre attachés sud-africains (Sciences, Travail, Mines et Agriculture) basés à Washington.

Août  
1986

- Les chefs de gouvernement du Commonwealth se réunissent à Londres pour examiner le rapport du GPE. De même que d'autres pays, le Canada interdit les nouveaux investissements en Afrique du Sud ainsi que les importations de produits agricoles, d'uranium, de charbon, de fer et d'acier en provenance de ce pays. Par ailleurs, le Canada annonce les mesures suivantes: interdiction pour le gouvernement de passer des contrats avec les compagnies à part majoritaire sud-africaine; extension au secteur privé sud-africain de l'interdiction volontaire des nouveaux prêts bancaires qui frappait précédemment le seul secteur public; et suppression des services consulaires en Afrique du Sud, excepté à l'intention de nos